

Quels défis pour la cohésion territoriale du Montreuillois et du Ternois ?

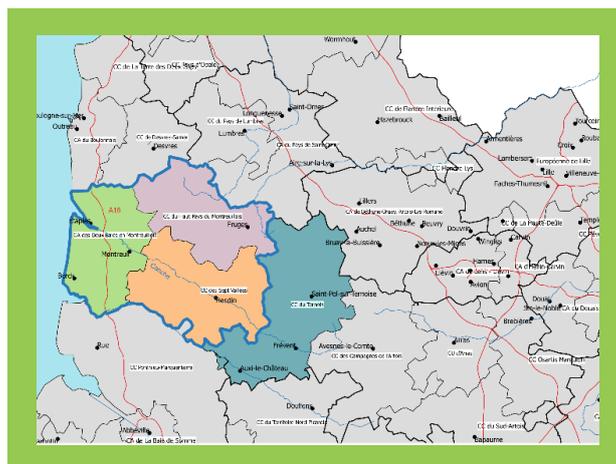
Introduction

Les échanges de la rencontre du 22 septembre 2020 portent sur l'identification des défis et des enjeux pour la cohésion territoriale du Montreuillois et du Ternois, au regard des nouveaux référentiels de l'action publique locale visant à conforter la redynamisation des campagnes et à soutenir les initiatives locales.

Dans un premier temps, l'Insee présente un portrait de ce territoire rural et touristique au Nord-Ouest des Hauts-de-France.

Dans un second temps, la DDTM 62 expose notamment un enjeu fort de ces territoires ruraux : la reconquête des logements en centres - bourgs.

L'AULA poursuit par les nouveaux défis du commerce rural face aux évolutions sociétales et des comportements d'achats des populations. Enfin, le Conseil Régional s'interroge sur le numérique, une opportunité pour les territoires ruraux ?



Chiffres-clés

Population



- **4 EPCI** : CA des deux Baies en Montreuillois, CC des sept vallées, du Haut Pays du Montreuillois et du Ternois
- **150 513** habitants (2016)
- **1,3** (Hauts-de-France : 1,9 : Indice de jeunesse)

Niveau de vie



- **18 776 €** : Revenu annuel médian par habitant (Hauts-de-France : 19 249 €)
- **17,9 %** : Taux de pauvreté (Hauts-de-France 18,6 %)
- **31 %** de jeunes non insérés (Hauts-de-France : 28,4 %) entre 18 et 24 ans

Emploi



- **51 959** emplois (2016) : 15 % de plus qu'en 1975 contre + 12 % en Pas-de-Calais et 6 % en Hauts-de-France
- **73 %** : Emplois tertiaires (Hauts - de - France : 78%)



Crédit photo : CA2BM

Dans cette étude l'Insee a utilisé une définition du rural développée par l'Agence nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) qui considère comme ruraux **les territoires les moins denses et les moins liés aux pôles urbains en termes d'emploi.**

La typologie des communes repose sur une analyse dont les indicateurs correspondent à diverses thématiques : démographie, social, logement, formation, emploi, accès aux équipements.

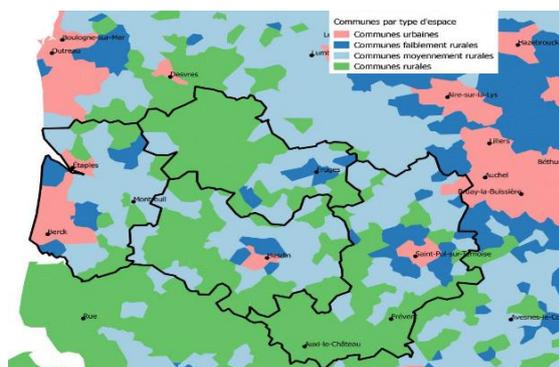
Dynamiques démographiques et du marché du travail

Le Montreuillois Ternois comprend 267 communes et compte 150 513 habitants.

Situé entre la façade maritime et le Bassin minier très urbanisés, le territoire est peu densément peuplé avec en moyenne 76,7 habitants au km² contre 209,7 dans le département du Pas-de-Calais. L'espace rural (communes rurales et moyennement rurales) représente 84 % des communes et abrite un habitant sur deux et deux emplois sur cinq du territoire.

Traversé par l'autoroute A16 et doté d'un réseau routier secondaire développé, le territoire du Montreuillois-Ternois dispose d'atouts essentiels pour accroître sa capacité à attirer de nouvelles ressources, qu'elles soient productives ou

démographiques. Or, depuis 1982, la croissance démographique du territoire du Montreuillois est, selon la situation observée au sein de l'espace rural du Nord-Ouest de la région, plus faible que dans le reste de l'espace rural régional.



Typologie des communes selon le type de l'espace
84 % des communes sont rurales ou moyennement rurales

Source : classification CGET, données INSEE

« **L'**espace rural : 1 habitant sur deux et 2 emplois sur 5 »

Répartition des communes du Montreuillois Ternois selon le type d'espace

	Communes urbaines	Communes faiblement rurales	Communes moyennement rurales	Communes rurales
Nombre	15	29	95	128
Répartition des communes	6 %	11 %	36 %	48 %
Population en 2016	54 367	16 217	40 475	39 454
Répartition de la population	36 %	11 %	27 %	26 %
Emploi en 2016	25 499	7 331	8 997	9 767
Répartition de l'emploi	49 %	14 %	17 %	19 %

Source : Insee, RP 2016

Le territoire accuse une baisse de population, en moyenne de - 0,6 % par an sur la période 2011 à 2016 qui se confirme en 2017, sous l'effet conjugué d'un déficit naturel et migratoire. Avec un littoral attractif pour les retraités, les jeunes adultes contribuent pour l'essentiel du déficit migratoire du territoire. Leur départ s'explique en partie par une offre de formation peu diversifiée, ciblée sur la filière santé.

Si les retraités préfèrent s'installer en ville, ce sont principalement les espaces ruraux qui gagnent des habitants, soit autour de + 0,15 % par an contre -0,3 % par an pour les espaces urbains entre 2011 et 2016.

Cette tendance s'explique par une plus forte attirance des jeunes ménages à la recherche d'un foncier moins cher en milieu rural et un cadre de vie plus aéré.

Conséquence de ces dynamiques démographiques, la population vieillit plus vite qu'en moyenne régionale et nationale. La proportion de jeunes de moins de 20 ans sur celle des plus de 65 ans (indice de jeunesse) s'élève à 1,3 contre 1,8 en Pas-de-Calais et 1,9 en Hauts-de-France. Au sein du territoire, la population y vieillit un peu moins vite dans les communes rurales, mais au même rythme que la moyenne française (indice de jeunesse de 1,55).

Si les tendances démographiques se poursuivaient, le Montreuillois Ternois perdrait près de 12 000 habitants d'ici 2050 (-7,8 %) et 1/3 de la population serait un senior contre 1/5 actuellement.

A l'image du Pas-de-Calais et des Hauts-de-France, le territoire du Montreuillois-Ternois souffre de fragilités sociales avec un niveau de vie plus faible, un taux de pauvreté élevé et des difficultés d'insertion pour les jeunes. Ces conditions sociales sont inégalitaires entre le littoral et l'arrière-pays : la CA des deux Baies enregistre une pauvreté modérée quel que soit le type de ménages. Elle y concentre une partie des ménages

les plus riches de la région. Les autres EPCI sont dans une situation de pauvreté forte, surtout les personnes âgées et les personnes seules dans le Haut-Pays du Montreuillois et le Ternois et les ménages jeunes, et les couples, avec enfants dans les 7 vallées.

Par ailleurs, les jeunes adultes, les familles ou les seniors issus de l'arrière-pays sont plus souvent éloignés des commerces et des services.

Le Montreuillois-Ternois compte 51 959 emplois en 2016, soit 15 % de plus qu'en 1975 contre + 12 % en Pas-de-Calais et 6 % en Hauts-de-France. Près des 2/3 des emplois se concentrent dans les communes

urbaines et faiblement rurales. Cette tendance s'est renforcée en dix ans. Grâce à sa façade littorale, le territoire tire essentiellement profit des activités présentes stimulées par le tourisme et les retraités. Dans l'arrière-pays, l'agriculture demeure une activité très présente, notamment au sein de la CC du Haut-Montreuillois où elle concerne 16 % de l'activité. De même, l'industrie représente 15 % des emplois du Montreuillois-Ternois, dont 43 % dans l'industrie agroalimentaire grâce à la présence de grands établissements (Bigard, Herta, Ingredia à Saint-Pol sur Ternoise ; Nestlé Purina à Marconnelle). Les emplois tertiaires, moins développés (73 %) qu'en moyenne (78 % en Hauts-de-France) concentrent une forte proportion d'emplois dans les activités de santé

humaine à Berck : Hôpital de Rang du Fliers, Fondation Hopale.

Avec 94 emplois pour 100 actifs occupés, le marché du travail s'équilibre avec les territoires de proximité, permettant au Montreuillois-Ternois de contenir le chômage. Au total 22 % des actifs travaillent en dehors du territoire, principalement dans les aires urbaines de Boulogne (17 %) ou de Béthune (16 %) d'Arras (10 %), de Saint-Omer (6 %) et d'Abbeville (3 %).

Malgré une bonne fréquentation touristique, plus de 28% de l'emploi des secteurs de l'hébergement-restauration et de la construction sont très impactés par la crise sanitaire (Mai 2020).

Habitat : définir un modèle plus «soutenable»

La DDTM 62 a plus particulièrement étudié la répartition de l'évolution de l'habitat.

L'augmentation du nombre de logements entre 2007 et 2017 s'élève à + 4,9%, le long du littoral mais aussi dans l'arrière - pays (+11,9% CCHPM, +7,6% CC du Ternois).

Les résidences principales représentent 85, 6% du parc de logements et sont particulièrement nombreuses au sein de la CC du Ternois (85%). Les résidences secondaires, en perte de vitesse, sont concentrées au sein du CA des deux Baies en Montreuillois (37,7%).

La vacance des logements augmente avec la dégradation des bâtis anciens et touche essentiellement les grandes villes et les centres-bourgs (10,3% au sein de la CC des 7 vallées). Le parc de logements locatifs sociaux près de 27% au sein du département) se concentre au sein de la CA2BM.

L'arrière - pays est de plus en plus délaissé par les bailleurs sociaux, lesquels doivent appréhender les besoins des jeunes travailleurs et des personnes âgées. Le taux du parc privé potentiellement indigne est concentré au sein du la CCHPM et de la CC du Ternois (10,1% et 9,3%).

Reconquérir des logements en centres - bourgs, mais aussi lutter contre le logement indigne, limiter l'étalement urbain, rénover énergétiquement, adapter les logements au vieillissement de la population et enfin développer une offre de logements à loyer modéré, sont les principaux enjeux habitat du territoire, où il convient de définir un modèle plus «soutenable», à un moment où la crise de la COVID-19 a redonné aux français l'envie de s'installer à la campagne. Travailler ensemble afin de définir une vision globale et durable de l'aménagement, tel est le défi pour la ruralité de demain.

Les nouveaux défis du commerce rural

La clientèle en milieu rural change : moins fidélisée, elle a des exigences plus fortes que par le passé. Des efforts sont à fournir afin de concentrer la population et les services dans les centres-bourgs et les cœurs de village, créer des liens avec le terroir grâce à la vente directe auprès des producteurs, intégrer les usages du numérique. Par ailleurs, s'appuyer sur un multiservices rural est une des solutions de mutualisation et d'hybridation du commerce afin de préserver

l'accès des habitants à des services, et plus largement, afin de conserver une attractivité territoriale auprès des jeunes et des moins jeunes.

Le premier confinement a impacté considérablement les comportements des ménages au sein de la région : 90% d'entre eux ont changé leurs habitudes de consommation et 66% ont changé leurs comportements d'achats. En alimentaire, la vente sur internet a progressé de 15% et a pro-

gressé à la ferme +7%, aux dépens des hypermarchés (- 23%), des supermarchés (- 21%) et des marchés (- 13%). En non alimentaire, 64% des consommateurs ont eu recours à la livraison à domicile, 52% des ménages n'ont acheté aucun produit non alimentaire, et 27% d'entre eux ont eu recours au drive (12% avant le confinement).

(Source : CCI Hauts-de-France. Agence Hauts de France 2020 - 2040. Premier baromètre sur les nouveaux usages de consommation en Hauts - de - France. Mai 2020).

Le numérique, une opportunité pour les territoires ruraux ?

La Région a voté sa stratégie numérique dès 2016. Un des principaux axes est l'accompagnement des intercommunalités dans la rédaction et la mise en œuvre d'une stratégie numérique territoriale. 48 intercommunalités sur 92 en région Hauts - de - France en sont dotés. Les 4 intercommunalités de l'arrondissement de Montreuil sur Mer disposent de feuilles de route numériques territoriales avec des degrés d'avancement divers.

2^{ème} région métropolitaine en couverture fibre, la fin du déploiement THD en Nord - Pas de Calais est envisagée fin 2021.

Plus de 50% de l'offre de service mondiale se fait via internet.

Ce constat s'est vu renforcé lors de la crise sanitaire et de la période de confinement. En effet, le confinement a révélé des faiblesses y compris pour les territoires disposant d'une stratégie numérique : recours au télé-

travail plus massif (plan d'activité d'urgence) malgré un manque de matériel portable sécurisé, manque de logiciels métiers accessibles à distance (mode SAAS) et d'outils collaboratifs ainsi que de services dématérialisés (aux communes, aux habitants, aux acteurs du territoire). Le rôle prégnant des tiers lieux comme ressource du territoire et lieu de production de proximité n'est plus à démontrer. Par ailleurs, afin d'organiser les circuits courts et les synergies locales, les TPE, commerçants et artisans locaux ont besoin de davantage de lisibilité partagée. Les ressources humaines numériques sont encore insuffisantes en cas de problème et le besoin de formation massive à l'usage est plus que nécessaire.

Il convient de s'approprier cette problématique comme un réel levier de développement et de dynamisme territorial avec une approche transversale et collaborative.

Le développement numérique constitue une opportunité pour les territoires ruraux en offrant une meilleure qualité de vie ainsi que des projets numériques assurant une qualité de services numériques indéniable.

Le numérique est un outil de différenciation à organiser et à animer autour de politiques transversales cohérentes pour l'ensemble de la population. Afin d'accélérer la dynamique actuelle, des actions sont à mettre en œuvre, telles que : développer l'e-administration et l'e-tourisme, envisager des processus de réutilisation des équipements numériques au bénéfice des plus fragiles, revitaliser le commerce et l'artisanat de proximité à travers des synergies et de circuits courts par exemple, faciliter la mobilité et les nouveaux modes de travail.

Un sondage réalisé par la Mission Transition numérique en avril 2020 relatif aux activités numériques au sein des 92 intercommunalités des Hauts - de - France révèle, notamment, une augmentation de la part du télétravail de 44% pendant le confinement (28% avant le confinement), et le développement des marketplaces pour le commerce de proximité.

Pour en savoir plus, retrouvez les présentations en ligne :

<http://piver-hauts-de-france.org/?meeting=a-vos-agendas-10e-rencontre-territoriale-du-montreuillois>



Retrouver l'actualité de PIVER :

www.piver-hauts-de-france.org

contact@piver-hauts-de-france.org



@piver_hdf - <https://urlz.fr/8UWz>

Crédit photo : Pasdecalais tourism

